

Problematiche De Gouvernance En Afrique: Vers Une Gouvernance Militaire au Sahel

Governance Issues In Africa: Towards Military Governance In The Sahel

Doctorant, Adama KOMINA

*Ecole Doctorale «Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts» ED-DESSLA Mali,
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Faculté des sciences économique et de gestion (FSEG)
University of Social Sciences and Management of Bamako
adamakomina@gmail.com
ORCID: 0009-0004-8022-6620*

Doctorant, Abdoulaye Mohamed DIALLO

*Ecole Doctorale «Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts» ED-DESSLA Mali, Université des
Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Faculté des sciences économique et de gestion (FSEG)
University of Social Sciences and Management of Bamako
dialloba41@gmail.com
ORCID: 0009-0009-0141-0822*

Doctorant, Sidy Modibo ZERBO

*Ecole Doctorale «Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts» ED-DESSLA Mali Faculté des
Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
University of Social Sciences and Management of Bamako
Zerbosidymodibo@gmail.com,
ORCID: 0009-0003-7933-2787*

Enseignant Chercheur, Mamadou CAMARA

*Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali.
Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES).
University of Social Sciences and Management of Bamako
mamadouc94@yahoo.fr*

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types : Araştırma Makalesi / Research Article

Geliş Tarihi / Received : 02.05.2025

Kabul Tarihi / Accepted : 21.06.2025

Yayın Tarihi / Published : 30.06.2025

Yayın Sezonu / Pub Date Season : Haziran / June

Cilt / Volume: 3 • Sayı / Issue: 1 • Sayfa / Pages: 1-21

Atıf / Cite as

KOMINA A., DIALLO AM., ZERBO SM., CAMARA M. Problematiche De Gouvernance En Afrique: Vers Une Gouvernance Militaire Au Sahel. *Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi*, 3/1 (2025), 1-21

Doi: 10.5281/zenodo.15709024

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright®

Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Journal of Interdisciplinary African Studies is an international, scientific and peer-reviewed journal.
All rights reserved

Résumé

L'histoire politique de l'Afrique noire francophone en général et de l'Afrique de l'ouest en particulier, est marquée par des épisodes douloureux, pour lesquels l'armée s'est, à plusieurs reprises, invitée, volontiers, dans la conquête pour contribuer à sa normalisation. Les hommes en uniforme ont pu garder longtemps le pouvoir dans certains pays tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger mais ils ont été contraints de se retirer en raison de la dynamique du changement imposée par la reconstruction démocratique après le discours de Baule. Les espoirs qu'elle a suscités se sont rapidement volatilisés. La nouvelle donne leur réservait des places à la caserne et les forces armées sont revenues en force, pour jouer un rôle institutionnel.

L'objectif de ce papier est d'analyser la problématique de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, avec un accent particulier sur l'émergence et la potentielle institutionnalisation de la gouvernance militaire au Sahel. Cette recherche vise à explorer les facteurs qui contribuent à la montée en puissance des régimes militaires dans cette région, ainsi que les implications à la gouvernance démocratique et la stabilité à long terme.

Mots clés: Armée, normalisation, institutionnel, gouvernance politique, émergence

Abstract

The political history of French-speaking black Africa in general, and West Africa in particular, is marked by painful episodes, in which the army has on several occasions willingly invited itself into the conquest to help normalize it. Men in uniform were able to hold on to power for a long time in countries such as Burkina Faso, Mali and Niger, but they were forced to withdraw as a result of the dynamics of change imposed by democratic reconstruction after the Baule speech. The hopes it had raised quickly evaporated. The new deal reserved places for them in the barracks, and the armed forces returned in force, to play an institutional role.

The aim of this paper is to analyze the issue of governance in West Africa, with particular emphasis on the emergence and potential institutionalization of military governance in the Sahel. This research aims to explore the factors contributing to the rise of military regimes in this region, as well as the implications for democratic governance and long-term stability.

Keywords: Army, normalization, institutional, political, governance, emergence

Introduction

L'Afrique de l'Ouest est une région composée de 15 pays membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹. Le Sahel, une sous-région de l'Afrique de l'Ouest, s'étend de l'océan Atlantique vers la mer Rouge, englobant une zone semi-aride qui traverse plusieurs pays, notamment le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad, le Soudan et la Mauritanie. Cette région est caractérisée par une grande diversité ethnique, linguistique et culturelle et par une population en forte croissance, ce qui en fait une région complexe à gouverner.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel occupent une position géostratégique cruciale. Le Sahel est un carrefour entre l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne, et l'Europe, ce qui en fait un point d'intérêt pour les puissances régionales et mondiales (Berman & Lonsdale, 2020). La région est également un théâtre de multiples conflits et instabilités politiques, souvent liés à des enjeux de contrôle des ressources naturelles, de frontières poreuses, et de l'influence croissante des groupes armés et terroristes. Ces dynamiques font de l'Afrique de l'Ouest un espace d'intervention stratégique pour les acteurs internationaux, y compris les Nations Unies, l'Union européenne, et les grandes puissances comme la France et les États-Unis (Marchal, 2013).

La gouvernance dans la région est donc au cœur des discussions géopolitiques et socio-économiques, car elle détermine la capacité des États à gérer les crises, à promouvoir le développement durable, et à renforcer la paix et la sécurité dans une région stratégique à l'échelle mondiale (Charbonneau, 2017).

Il est difficile d'archiver l'histoire politique de l'Afrique sans tenir compte de la place des militaires, car elles ont toujours saisi la bonne occasion pour prendre le contrôle de la gestion du pays qui se caractérisait par la violence à travers les bras armés. C'est au discours de Baule qu'il a été signifié aux militaires à travers l'ancien président Mitterrand, que leur place c'est dans les casernes, c'est-à-dire leur rôle se résume exclusivement à la défense de l'intégrité territoriale.

A partir de cette période, le passage aux urnes reste la seule voie légale dans la gouvernance démocratique et la seule alternative à prendre le pouvoir. En République du Burkina Faso, au Niger, au Mali, les élections ont permis à une classe élite d'accéder au pouvoir suprême avec des ambitions mesurées, légitimées par des assises nationales. Ils ont pris ces pays en otages pour des intérêts personnels.

¹ Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe 15 pays dont le Bénin, Burkina, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Au Burkina, au Mali et au Niger, les militaires ont eu rarement confiance en la démocratie, ce qui les a amenés à toujours ralentir le processus démocratique gage d'une bonne gouvernance.

Pour le cas du Mali en 2022, les militaires se sont accaparés du pouvoir en remettant en cause la gestion du pouvoir civil qu'ils estiment catastrophiques, accompagné par des projets de sociétés compétitifs; au Burkina, le double coup d'Etats a été une occasion pour les militaires de rectifier la trajectoire initiale tracé par d'autres militaires et régime civil pour défendre les mêmes hypothèses de gouvernance que les militaires au Mali et enfin le Niger emboîte les pas qui consacre un retour des forces armées au sommet de l'Etat avec un engagement de refondation de la démocratie (Elinga, 2022).

A leurs prises de pouvoir, les militaires n'avaient pas le dessein de ne pas rendre le fauteuil, seulement cette intention a été affichée suite à la régression de la situation socio politique des acteurs de la démocratie, chose qui n'a pas laissé indifférent les militaires à s'accaparer du pouvoir et le conserver de façon définitive et voir même avec des intentions politiques, montre que la gouvernance au Sahel est plus proche d'une militarisation définitive.

La séduction au Tchad, au Mali, au Burkina et au Niger, des forces armées au pouvoir, par la résolution de certaines équations à plusieurs inconnues, en parlant de la réduction du train de vie des gouvernants, à l'amélioration des services sociaux de base et à la gestion saine et transparentes des finances publiques à travers des innovations technologiques, atteste de l'engagement des régimes militaires à atténuer la souffrance des populations par rapport à un régime civil.

La démocratie africaine se traduit par un mécanisme de contrôle par des processus mis en place par les grandes nations en cours pour divertir le sahel en manque de repère, à prendre son destin en main compte tenu des enjeux de la mondialisation.

La perpétuation du djihadiste dans la bande sahélo - saharienne², et la mauvaise gestion du budget de la défense dans les pays qui se partagent le Liptako Gourma³, ont favorisé le retour des militaires dans l'arène politique.

L'ethnie, le clan et la famille demeurent le talon d'Achille de l'élites civiles sur laquelle se construit le régime politique. Les appétits personnels ont dominé l'intérêt public des gouvernants qui se servent à volonté des deniers publics en piétinant le peuple au nom duquel ils sont élus.

2 C'est une zone de transition entre le désert et la savane, il se présente comme une steppe de 500 à 700 km de large, cultivable dans les périodes de pluies mais pouvant aussi connaître des décennies de sécheresse

3 Le Burkina, le Mali et le Niger partagent en commun une région dénommée le Liptako Gourma située à cheval sur leurs frontières communs.

Ce papier se consacre la tâche de répondre à la question centrale qui est de savoir :

Quelles sont les motivations des populations à accepter le retour des militaires au pouvoir dans les pays du sahel, malgré les circonstances de prise du pouvoir ?

L'article est reparti en cinq (5) partie: la première partie concerne la problématique, la deuxième, partie portera sur le cadre théorique de la gouvernance militaire, la troisième partie va aborder les analyses des déterminants et les conséquences de la gouvernance militaire au sahel, la quatrième partie étudiera le phénomène d'institutionnalisation de la gouvernance militaire et enfin le rôle des acteurs internationaux et régionaux en cinquième partie.

1. Problématiques et hypothèses

Depuis les indépendances, les rapports au pouvoir dans le sahel étaient toujours contenus d'ambiguïté quant aux souhaits de la population et les offres des gouvernants.

De la démocratie à nos jours, les indicateurs de mesures de progrès de l'Afrique en générale et du sahel en particulier souffrent d'une lisibilité favorable. Après les mouvements démocratiques, les conflits internes se sont amplifiés surtout sur le pouvoir par rapport aux années avant l'indépendance. La majorité des Etats africains est dans l'incertitude car personnes n'espèrent sur l'avenir et réfutent toute la façade de gouvernance qu'on les faisait miroiter. Compte tenu de cette circonstance, les militaires ont décidé de faire parler les armes, dans beaucoup de pays, pour la sauvegarde du peu qui reste de la démocratie enfin que ces Etats ne disparaissent pas à cause d'une gouvernance truquée.

Il est judicieux de faire comprendre que les populations n'adhèrent pas facilement aux idéologies militaires, mais dans le souci d'éviter des violences désagréables perpétrées lors des arrestations, ils l'acceptent parfois.

Le refus des militaires de retourner dans les casernes s'explique par la stratégie des enjeux, notamment à travers la constitution des pouvoirs démocratiques que pour la pérennisation des mouvements démocratiques.

Cette stratégie est exploitée par les militaires pour couvrir leurs arrières et conserver le pouvoir (Aron, 1986). Le mythe Sankara⁴ est loin d'être oubliée par exemple au Burkina, puisque nombreux sont animés de rejoindre l'armée afin de saisir les opportunités de terminer ce que le capitaine a commencé.

⁴ Thomas Sankara, est un homme d'État voltaïque, puis burkinabè, chef de l'État de la république de Haute-Volta, rebaptisée Burkina Faso, de 1983 à 1987.

Il faut noter également le poids des politiques, c'est-à-dire la régression des pouvoirs civils sur lesquels viennent s'ajouter le contexte international lié à la restructuration de la dynamique mondiale, mais également la compétition des pays développés sur les terres africaines avec des programmes de diversion en contribuant à entretenir les zones de tension dans des localités en manque de gouvernance réelle, impose aux dirigeants africains l'instauration d'un pouvoir animé d'un leadership patriotique pour dérouter les pratiques peu orthodoxe des puissances étrangères.

Ainsi au Burkina, au Mali et au Niger, dans le cœur de l'Afrique subsaharienne, les militaires justifient par-là leurs venues au pouvoir. Partant de l'engagement et la détermination à se mettre au service de leurs populations, ces militaires qui au départ dégageaient de la peur, sont parvenus à se faire comprendre mieux que les régimes civils.

D'une part, cette recherche s'appuiera sur une revue exhaustive de la littérature académique, des rapports d'organisations internationales (comme la Banque mondiale, l'OCDE, l'Union africaine), des études de cas existants sur les transitions militaires, et des articles de presse. Les documents historiques sur les régimes militaires en Afrique de l'Ouest, les rapports sur la gouvernance au Sahel, et les analyses politiques des événements récents dans la région seront également examinés, et d'autres part, les entretiens semi-directifs seront menés avec des experts en gouvernance, des politologues, des représentants des organisations de la société civile, et des analystes militaires dans les pays concernés. Ces entretiens visent à recueillir des perspectives directes sur les motivations et les justifications des coups d'État, ainsi que sur la perception de la gouvernance militaire par les populations locales.

1.1. Discussions et résultat

L'analyse de la problématique de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, et plus précisément au Sahel, révèle des dynamiques complexes marquées par des transitions politiques forcées, une militarisation croissante du pouvoir, et une vulnérabilité accrue face aux crises sécuritaires et économiques. La montée des régimes militaires dans cette région peut être vue comme une réponse aux faiblesses des gouvernements civils, souvent perçus comme inefficaces, corrompus et incapables de répondre aux besoins fondamentaux de leurs populations. Cette gouvernance militaire, bien que présentée comme une solution pragmatique aux défis de sécurité, suscite cependant des inquiétudes quant aux risques de dérives autoritaires et de cycles de coups d'État récurrents (Elinga, 2022).

L'essor de la gouvernance militaire au Sahel, dans un contexte de crises multiples, a attiré un intérêt grandissant dans la recherche universitaire. En s'appuyant sur des études de cas, des rapports institutionnels et des analyses quantitatives et qualitatives, cette revue empirique examine les principales contributions sur les causes, les dynamiques et les implications de cette évolution.

Les gouvernements civils au Sahel ont souvent été confrontés à des défis énormes, incluant la gestion de groupes terroristes bien organisés, des ressources économiques limitées, et une faible légitimité auprès des populations. Ces carences ont contribué à l'érosion de la confiance envers les institutions civiles, ouvrant la voie à une acceptation, voire une demande, d'intervention militaire. Ce phénomène, interprété par certains comme un «sursaut d'honneur» visant à rétablir la stabilité et à protéger les territoires, est souvent légitimé par des discours nationalistes et des promesses de sécurité renforcée. Cependant, cette légitimation populaire et l'absence de résistance significative à l'arrivée des régimes militaires suggèrent une crise plus profonde de la gouvernance civile et de l'État de droit (Marchal, 2013).

Le rôle des acteurs internationaux a été essentiel dans la montée en puissance des régimes militaires au Sahel, bien que parfois de manière involontaire. Les puissances occidentales, en particulier, ont souvent soutenu les gouvernements militaires sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme, fournissant une assistance logistique, du renseignement et des financements qui ont indirectement renforcé la position des régimes militaires. Par ailleurs, les organisations régionales comme la CEDEAO et l'Union Africaine, bien qu'elles adoptent souvent des postures critiques et imposent des sanctions, sont parfois limitées dans leur capacité à restaurer l'ordre constitutionnel, en raison des pressions politiques et de l'interdépendance sécuritaire entre les États membres (Aron, 1986).

L'étude révèle des tendances et des effets spécifiques découlant de la montée de la gouvernance militaire au Sahel comme une baisse de confiance en la capacité des institutions civiles à répondre aux menaces sécuritaires et à offrir des services publics de base. Cette perte de confiance est l'une des raisons principales de l'acceptation des régimes militaires par les populations locales.

Les régimes militaires parviennent souvent à instaurer un climat de sécurité relatif, principalement en raison d'un contrôle plus rigoureux et d'une allocation prioritaire des ressources vers les secteurs de sécurité. Cependant, cette stabilité reste souvent temporaire et limitée à certaines zones géographiques. Les sanctions imposées par des organisations comme la CEDEAO et l'UA limitent les échanges économiques et diplomatiques avec les régimes militaires. Bien que ces sanctions visent à encourager un retour à la démocratie, elles ont également des répercussions négatives sur l'économie et les populations locales, accentuant ainsi les difficultés socio-économiques (Aning & Edu-Afful, 2016).

1.2. Cadre théorique

Le cadre théorique de cet article repose sur une approche multidimensionnelle qui combine des perspectives issues des études sur la gouvernance, la théorie des transitions démocratiques, et l'analyse des régimes militaires dans un contexte de crise sécuritaire. Cette partie développera les concepts clés et les

approches théoriques notamment la théorie de l'analyse stratégique et la théorie de l'honneur et du sursaut qui seront utilisés pour analyser la problématique de la gouvernance en Afrique de l'Ouest et la potentielle institutionnalisation de la gouvernance militaire au Sahel.

La gouvernance est un concept qui recouvre les mécanismes, processus, et institutions à travers lesquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits légaux, assument leurs obligations et règlent leurs différends. En Afrique de l'Ouest, la gouvernance est souvent fragilisée par des institutions faibles, la corruption et des élites politiques qui peinent à instaurer un cadre démocratique stable. Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), une bonne gouvernance implique des principes tels que la transparence, la participation, l'état de droit, la responsabilité et l'efficacité. Contrairement à la gouvernance démocratique, elle se distingue par l'inclusion et la participation des citoyens dans les processus de prise de décision. Cependant, dans le contexte du Sahel, la gouvernance démocratique est mise à l'épreuve par des crises multi-formes (sécuritaires, économiques, et sociales) qui affaiblissent les institutions et rendent les régimes plus vulnérables aux interventions militaires. Les théories de la gouvernance démocratique sont essentielles pour comprendre comment les régimes militaires justifient leur prise de pouvoir en se positionnant comme des « sauveurs » dans des situations de crise.

Même s'il faut reconnaître que la troisième vague de démocratisation a touché plusieurs pays d'Afrique dans les années 1990, mais ces transitions sont souvent restées incomplètes en raison de facteurs structurels comme la pauvreté, l'instabilité politique, et l'influence des forces armées.

Au Sahel, la récurrence des coups d'État suggère une « transition inversée », où des régimes démocratiques fragiles tombent sous le contrôle militaire en réponse à des crises sécuritaires. Cette dynamique inverse appelle à une réévaluation des théories classiques de la transition, en intégrant des perspectives sur le rôle des armées dans les États en situation de crise.

S'agissant de la gouvernance militaire, elle intervient dans le cadre de la théorie de l'analyse stratégique et fait référence à des systèmes de gouvernance où les forces armées profitant d'une situation de détresse, exercent une influence prédominante sur le gouvernement, souvent à travers des coups d'État Michel et Erhard (1997). Dans le contexte du Sahel, les régimes militaires justifient souvent leur prise de pouvoir par la nécessité de restaurer l'ordre face à des menaces sécuritaires graves, comme le terrorisme et les rébellions armées. Les régimes militaires sont caractérisés par une concentration du pouvoir, une suspension des institutions démocratiques, et une légitimation basée sur la sécurité plutôt que sur la participation populaire (Luckman, 1994).

Quant à la théorie de l'honneur et du sursaut, elle postule que les militaires, en tant que défenseurs de l'État, ressentent une obligation morale de protéger l'honneur national, surtout lorsque les gouvernements civils sont perçus comme faibles, corrompus ou incapables de maintenir l'ordre public (Decalo, 1990). Dans le contexte du Sahel, où les menaces terroristes et les conflits armés sont omniprésents, les militaires se considèrent souvent comme les seuls acteurs capables de garantir la sécurité et l'intégrité territoriale d'une part, et d'autres part, elle explique comment, face à une crise aiguë, les forces armées se sentent obligées de prendre des mesures extrêmes pour «redresser» la situation. Ce sursaut n'est pas seulement une réaction à une menace immédiate, mais une tentative de réorienter l'État vers un ordre jugé plus stable et sécuritaire. Dans le Sahel, où l'effondrement de l'autorité civile face à des menaces complexes est fréquent, les militaires présentent souvent leur prise de pouvoir comme un acte de sauvetage national (Finer, 1988).

Cette dynamique pose un risque d'institutionnalisation de la gouvernance militaire, où les régimes militaires ne sont plus perçus comme des anomalies temporaires, mais comme des réponses légitimes et régulières aux faiblesses des gouvernements civils. Cela pourrait créer un cycle d'instabilité politique prolongée, rendant difficile le retour à une gouvernance civile stable et démocratique.

2. Analyse des déterminants et les conséquences de la gouvernance militaire au sahel

La montée en puissance des régimes militaires au Sahel est un phénomène complexe qui trouve ses racines dans un ensemble de facteurs politiques, économiques, sociaux et sécuritaires. Cette dynamique a également des conséquences profondes sur la gouvernance, la stabilité régionale et les perspectives de développement dans cette région déjà fragile.

2.1. Les déterminants de la gouvernance militaire au sahel

Nous pouvons réunir ces déterminants de la gouvernance militaire en trois (3) catégories à savoir : la faiblesse des institutions civiles, les échecs économiques et la pauvreté, la crise sécuritaire et la persistance de la menace terroriste, enfin le soutien international et l'intervention Étrangère.

• Faiblesse des institutions civiles

Les institutions civiles dans les pays du Sahel, comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso, sont souvent perçues comme faibles, corrompues, et incapables de répondre aux besoins des populations. La mauvaise gouvernance, les élections contestées, et le manque de services publics essentiels créent un vide de pouvoir que les militaires sont tentés de combler. Cette fragilité institutionnelle est exacerbée par des tensions ethniques et des conflits intercommunautaires, qui rendent la gouvernance civile encore plus difficile.

• **Échecs Économiques et Pauvreté**

Le Sahel est une région économiquement marginalisée, avec des taux de pauvreté parmi les plus élevés au monde. L'absence de développement économique, combinée à une forte croissance démographique, crée un terreau fertile pour les frustrations sociales. Les militaires exploitent souvent ces frustrations pour justifier leur intervention, promettant de réformer les systèmes économiques défaillants et de promouvoir le développement, bien que ces promesses soient rarement tenues.

• **Crises Sécuritaires et Menace Terroriste**

Le Sahel est l'une des régions les plus instables du monde, marquée par l'expansion de groupes djihadistes et terroristes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Ces groupes profitent de la faiblesse des États et de la porosité des frontières pour étendre leur influence. L'incapacité des gouvernements civils à assurer la sécurité et à protéger les populations a renforcé la légitimité des forces armées comme seules entités capables de répondre efficacement à ces menaces.

• **Soutien International et Intervention Étrangère**

Il faut noter également que les interventions étrangères, notamment celles de la France à travers l'opération Barkhane, et d'autres puissances internationales, ont parfois involontairement renforcé le rôle des militaires dans la gouvernance. Le soutien des puissances étrangères aux régimes militaires, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, a pu donner une légitimité supplémentaire aux coups d'État militaires. Ce soutien externe peut également décourager les transitions démocratiques en privilégiant la stabilité sécuritaire sur la démocratie.

2.2. Conséquences de la Montée en Puissance des Régimes Militaires au sahel

Parmi ces conséquences, nous pouvons citer par exemple l'érosion de la démocratie et de l'État de droit, la perpétuation de l'instabilité politique et la détérioration des relations internationales.

• **Érosion de la démocratie et de l'État de droit**

L'une des conséquences les plus directes de la montée des régimes militaires est l'érosion de la démocratie et de l'État de droit. Les militaires, en prenant le pouvoir, suspendent souvent les constitutions, dissolvent les parlements, et appellent les opposants politiques à plus de retenue. Cela conduit à une réduction des espaces de liberté et de participation politique pour des raisons de menaces sécuritaires le plus souvent.

• **Perpétuation de l'instabilité politique**

Nous avons remarqué que les régimes militaires très généralement se présentent comme des solutions à court terme à cause de leurs agenda initial, mais il arrive des fois qu'ils prolongent leur gouvernance justifier par des réformes politiques et constitutionnelles afin de ne pas laisser entre les mains de ces élites civiles qui ont pris jadis le pays en otage à cause des intérêts personnels.

• **Détérioration des relations internationales**

Les coups d'État militaires dans le Sahel entraînent souvent une condamnation internationale, des sanctions économiques, et une réduction de l'aide internationale dans la mesure où ils ne font pas l'affaire de ces partenaires. Cela isole davantage les pays concernés sur la scène internationale, réduisant leurs capacités à mobiliser des ressources pour le développement parce que leurs actes sont condamnés par les institutions financières. De plus, la militarisation de la gouvernance peut entraîner des frictions avec les partenaires internationaux qui prônent la démocratie et le respect des droits humains.

3. Vers une institutionnalisation de la gouvernance militaire

Bien que le nombre de coups d'État et de conflits violents soit plus élevé en Afrique subsaharienne que dans les autres parties du monde, la tendance est tout de même à la diminution. Vingt ans après les premières tentatives de démocratisation (Huntington, 1991). L'Afrique reste en proie à l'activisme prétorien des militaires, sous la forme du militarisme.

En effet, les pays de l'Afrique de l'ouest, particulièrement les pays du Sahel (AES) se dirigent vers une institutionnalisation du pouvoir militaire et un changement définitif avec les anciennes pratiques.

Plusieurs phénomènes peuvent justifier cette série de gouvernance militaire dans cette zone.

A noter que depuis les années 1960, des régimes ont été renversés par la force, parfois de manière répétée. Douze pays sur les seize que compte l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Togo) ont connu des coups à l'exception du Sénégal, pays qui n'a jamais connu de coup d'État dans cette région.

D'abord, au Mali, la forte mobilisation du Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (MSRFP) a conduit à l'éviction du Président IBK en 2020. Avec les crises (économique et financière) qui a eu des conséquences sur l'ensemble des institutions de l'État (la désinstitutionnalisation de l'armée, la fragilité des autorités politiques et surtout l'insécurité qui a touché plus de 65% du territoire) la force militaire devient une ressources politique.

Dans ces conditions, les militaires conservent un rôle prépondérant et un pouvoir qui dépasse même largement leur domaine de compétence initial.

Cette institutionnalisation se confirme à travers les différents postes stratégiques occupés par ces militaires au niveau de la Défense et des Anciens Combattants, au Ministère d'Etat, de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Porte-Parole du gouvernement, à la Direction de la Sécurité d'Etat au Ministère de la Réconciliation Nationale et la présidence du conseil national de la transition (CNT). D'autres postes stratégiques du pays sont occupés par les militaires notamment les postes de directions et gouvernorats.

Ensuite, au Burkina Faso, un second coup d'état amène un autre Capitaine au pouvoir le 30 septembre dernier qui a suscité encore de l'espoir d'un changement au peuple burkinabé. Leur gouvernement est très peu présenté par des militaires. Sur 23 ministères, seuls 3 sont détenus par les militaires.

Enfin, au Niger, le Général Abderrahmane Tiani renverse le Président Bazoum le 26 juillet 2023 et s'ajoute aux autres pays du Sahel (Mali et Burkina Faso) qui ont renversé leurs dirigeants. Son discours a réconforté les précédents putschs notamment le Mali et le Burkina Faso. Il forme un gouvernement, qui aussi, en termes de statistique atteste que les militaires sont bien représentés. Sur 21 ministères, ils ont le portefeuille de 6 ministères.

Cependant, les militaires gardent des ministères stratégiques et ne sont pas très bien représentés dans les gouvernements respectifs. Cela est dû sans doute, au contrôle de l'état et au monopole du pouvoir afin que les mêmes erreurs du passé ne leur rattrapent et de faire face au terrorisme. Avec le pouvoir des civils dans ces pays, ils étaient obligés de suivre les dictats des puissances étrangères et là ce sont ces mêmes militaires qui payent les frais. L'armée était décimée et les villages entiers étaient ravagés. C'est dans ces conditions que les pays du sahel aspirent à une rupture brutale des anciennes pratiques et veulent réinstaurer l'esprit patriotisme d'antan afin d'éradiquer le fléau terroriste sur le sahel.

Tous ces cas illustrent parfaitement combien les interactions entre les militaires et politiques sont variées étant donné la diversité des formes d'ingérence politique des gens d'armes. Ils reflètent en outre l'historicité de la trajectoire du pouvoir politique en Afrique de l'Ouest, et plus largement au sud du Sahara. Si l'issue des crises politiques est révélatrice de toute leur singularité, elle met aussi en lumière un certain nombre de points communs. Citons à partir de l'étude des cas guinéen, malien et burkinabé: l'absence de référence à la Constitution comme cadre légal de la transition, l'insubordination au pouvoir politique au nom de revendications corporatives la volonté d'imposer une transition militaire-civile, voire une alternance, à la place d'une classe dirigeante jugée partielle.

Au-delà du coup d'État conduisant au renversement d'un pouvoir civil ou militaire, la conservation du pouvoir par l'armée dépend de différents facteurs : les motivations personnelles du détenteur du pouvoir, les divisions au sein de l'armée – souvent liées aux revendications de la troupe ou au poids de la garde présidentielle, la capacité de l'armée à bénéficier de l'appui de la société civile et des partis de l'opposition, et la capacité de la Communauté internationale à faire pression pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Dans un contexte où le pouvoir politique peine souvent à incarner un idéal d'État, défini comme une organisation politique capable de répondre aux besoins des populations (sécurité, redistribution des richesses et justice), l'ingérence des militaires n'est-elle pas une manière de participer à la formation d'un appareil d'État plus démocratique ?

3.1. Evolution du discours politique

Les régimes militaires exploitent également les sentiments nationalistes et anticoloniaux pour se légitimer. En critiquant l'ingérence étrangère, notamment celle des anciennes puissances coloniales, et en prônant un renouveau de la souveraineté nationale, les militaires cherchent à renforcer leur légitimité. Ils se positionnent comme des défenseurs de la souveraineté face aux pressions internationales et comme les représentants des intérêts nationaux face à des gouvernements civils perçus comme corrompus ou trop alignés sur des intérêts étrangers.

• Discours de Sauvegarde de la Nation

Il faut reconnaître que le discours politique en Afrique a changé ces derniers temps. Les pays membres de l'AES sont passés des discours réceptionnistes dictés par les occidentaux aux discours panafricanistes qui tendent vers la révolution et les prises de consciences.

Portés par de nouveaux acteurs et de nouvelles voies de diffusion et de production, dans les registres de l'action et de la fiction, ces discours se déploient et se confrontent à l'ère de la mondialisation de l'information, mobilisant et s'appropriant de nouveaux supports, s'exerçant dans des genres variés et dans le contexte de mouvements sociaux et de bouleversements inédits. Les discours des acteurs individuels et collectifs sont étudiés au prisme de différentes méthodologies d'analyse.

Le discours du premier ministre malien Choguel K Maiga et celui du colonel Abdoulaye Maiga ont fait sensation à l'assemblée générale de l'ONU.

Ces discours peuvent avoir des avantages et des inconvénients surtout pour un pays fragilisé par l'insécurité et la corruption. D'une part, ils permettent d'imposer un respect mutuel de la souveraineté face aux puissances étrangères et

l'indépendance politique. D'autre part, ils permettent de réduire les coopérations entre eux et certaines puissances étrangères notamment les pays membres de l'OTAN.

Les militaires ont changé les contraintes de la population en opportunité pour s'installer au pouvoir. Elle a créé la déstabilisation de l'État et l'instabilité politique et elle a éveillé les consciences sur divers aspects. La population de ces pays n'avait plus confiance aux politiques d'où ce changement de régime.

Les régimes militaires tendent à se décrire comme non-partisans, comme des partis neutres pouvant fournir un gouvernement d'interim en période trouble, et tendent également à dépeindre les hommes politiques civils comme corrompus et inefficaces.

Près de dix ans après le putsch de 2012, le Mali, dont les zones rurales sont toujours en proie aux violences armées, a subi deux coups d'État en moins d'un an. Le premier, mené par des officiers le 18 août 2020, a abouti au renversement du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Pendant les neuf premiers mois d'une période de transition qui doit en durer dix-huit, les tensions entre civils et militaires et la fragilité de sa base politique ont paralysé le gouvernement. Un second coup, le 24 mai 2021, a conforté le pouvoir des militaires, mais ouvert une nouvelle période d'incertitudes. Malgré une présence massive, les partenaires internationaux, qui continuent de privilégier la lutte anti-terroriste plutôt que le soutien aux réformes de gouvernance, ont montré les limites de leur action. Pour tirer le meilleur parti de cette transition, les forces politiques peuvent encore entamer des réformes électorales, clôturer cette période par des élections transparentes, rassembler les acteurs politiques et de la société civile et lancer des consultations nationales soucieuses d'identifier et dépasser les facteurs de blocages.

L'ascension d'Ibrahim Traoré au pouvoir au Burkina Faso, marquée par un coup d'État militaire, a annoncé le début d'une nouvelle ère avec des répercussions profondes sur la scène locale, économique et internationale du pays. Cette période de transition a été marquée par la présence d'un leader charismatique qui mobilise un soutien, met en œuvre des mesures stratégiques locales et fait face à des dynamiques géopolitiques complexes.

La gestion locale de Traoré s'est caractérisée par des décisions remarquables qui ont trouvé un écho parmi les habitants du Burkina Faso. Sa décision de réduire volontairement son salaire et de choisir le salaire qu'il recevait en tant que chef militaire lui a valu des éloges pour être un exemple de sagesse financière et d'engagement envers le service public.

En ce qui concerne la restructuration militaire, la nomination par Traoré de nouveaux chefs militaires et la création d'unités d'intervention rapide indiquent une approche proactive pour renforcer les capacités de défense du pays. Le recru-

tement de cinquante mille volontaires dans l'armée est une mesure audacieuse qui vise non seulement à renforcer la sécurité nationale, mais aussi à remodeler le paysage militaire, peut-être le rendant plus conforme à la vision de Traoré.

Ces initiatives administratives locales reflètent la détermination de Traoré à apporter des changements tangibles au Burkina Faso, en particulier dans la gestion économique et la défense nationale, des aspects cruciaux qui contribueront à façonner la trajectoire de son règne.

• Appui sur le Nationalisme et les Sentiments Anticoloniaux

Le nationalisme a joué un rôle crucial dans la lutte pour l'indépendance et la construction des identités nationales au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Tous ces trois pays étaient sous domination coloniale française, au sein de l'Afrique occidentale française, et ont partagé des expériences similaires d'exploitation, de marginalisation et d'oppression, ce qui a contribué à l'émergence des sentiments nationalistes. Ces phénomènes expliquent le néo-colonialisme.

Dans le cas du Mali, la colonisation française a entraîné des réformes qui ignoraient souvent les structures et traditions locales. L'exploitation des ressources et la marginalisation politique ont exacerbé le mécontentement. C'était carrément une injustice.

Dans le cas du Niger, sous la domination coloniale française, il a connu des politiques d'exploitation et une exclusion des décisions politiques locales. Le nationalisme a émergé comme une réponse à ces injustices. C'était carrément une exclusion.

Le Burkina Faso, anciennement la Haute-Volta, a été soumis à une domination coloniale qui a modifié les structures sociales et économiques locales. Le nationalisme s'est développé en réponse aux inégalités et à la répression. C'était une réforme.

En résumé, le nationalisme au Mali, au Niger et au Burkina Faso a joué un rôle essentiel dans la lutte contre la colonisation française et la quête d'indépendance. Les mouvements nationalistes dans ces pays ont été caractérisés par des leaders influents, des organisations panafricaines, et une mobilisation populaire significative, conduisant à l'obtention de l'indépendance en 1960.

En 2020, les sentiments anticoloniaux dans les pays du Sahel ont pris de nouvelles formes, souvent marquées par des manifestations contre les interventions étrangères et la perception persistante d'injustices héritées de l'époque coloniale.

Les pays du Sahel, notamment le Mali, le Niger, le Burkina Faso, et le Tchad, ont été confrontés à des crises sécuritaires croissantes, avec des groupes djihadistes et des conflits armés internes. La présence militaire internationale, y com-

pris celle des forces françaises dans le cadre de l'opération Barkhane, a suscité des réactions complexes. Les structures politiques et sociales héritées de la colonisation continuent d'influencer les dynamiques actuelles, exacerbant les sentiments de méfiance envers les puissances étrangères et leurs interventions. En 2020, les manifestations contre la présence militaire française et la gestion de la crise sécuritaire ont été un moyen pour les Maliens d'exprimer leur frustration et leur sentiment de néo-colonialisme. Les critiques ciblaient souvent le manque d'efficacité des forces étrangères et l'ingérence perçue dans les affaires. Le mouvement **«Touche pas à ma constitution»** et d'autres groupes civiques ont exprimé des sentiments anticoloniaux en dénonçant les interventions étrangères et en appelant à une solution nationale aux problèmes du pays.

En résumé, en 2020, les sentiments anticoloniaux dans les pays du Sahel se sont manifestés principalement à travers des critiques de la présence militaire étrangère, des politiques de développement perçues comme néocoloniales, et des appels à une gestion plus autonome des affaires nationales. Ces sentiments sont profondément enracinés dans l'histoire coloniale et continuent d'influencer les dynamiques politiques et sociales actuelles.

3.2. Perspectives de réformes

Dans le contexte actuel des pays de l'AES, le Mali est confronté à une instabilité croissante due à des conflits armés, des attaques de groupes jihadistes et des tensions inter-ethniques. Il a connu une instabilité sécuritaire sans précédent. Les problèmes de gouvernance, y compris la corruption et l'inefficacité des institutions, ont intensifié les sentiments anti-gouvernementaux.

Au Niger, la pauvreté et le développement ont beaucoup joué sur la population. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec des défis importants en matière de développement économique et social. Les crises sécuritaires, y compris les attaques de groupes extrémistes et les conflits transfrontaliers, aggravent les conditions de vie et les tensions sociales.

Au Burkina Faso, on fait face à des défis importants en matière de sécurité, avec des attaques récurrentes de groupes armés et des tensions internes. Le pays a connu des transitions politiques significatives, y compris des coups d'État et des changements de gouvernement, ce qui a compliqué les efforts de réforme.

En conclusion, les perspectives de réformes du nationalisme au Mali, au Niger et au Burkina Faso nécessitent une approche multipartite qui prend en compte les défis contemporains tout en s'appuyant sur les héritages historiques et culturels. Ces réformes doivent viser à renforcer la cohésion nationale, à améliorer la gouvernance et à promouvoir le développement inclusif pour construire des sociétés plus stables et résilientes. D'abord au Mali, le renforcement de l'identité nationale s'impose en promouvant un sentiment d'unité au-delà des divisions

ethniques et régionales. Cela pourrait inclure la promotion d'un récit national inclusif et la célébration de la diversité culturelle du Mali. La réforme des institutions politiques et de sécurité est aussi essentielle pour répondre aux besoins locaux et renforcer la confiance dans le gouvernement. Cela comprend la décentralisation du pouvoir pour donner plus de responsabilités aux autorités locales. Encourager un troisième dialogue national inclusif impliquant toutes les parties prenantes, y compris les groupes armés, les communautés locales et les acteurs politiques, pourrait aider à résoudre les conflits et à promouvoir la stabilité.

Ensuite, au Niger, les réformes pourraient viser à renforcer l'intégration régionale pour promouvoir la coopération entre les pays voisins, ce qui pourrait aider à gérer les crises sécuritaires et économiques. Des initiatives de développement économique qui engagent les communautés locales et répondent à leurs besoins spécifiques peuvent contribuer à apaiser les sentiments anticoloniaux et à renforcer la cohésion sociale. Renforcer les capacités locales en matière de sécurité tout en réduisant la dépendance à l'égard des interventions militaires étrangères peut aider à développer une approche plus autonome pour faire face aux défis sécuritaires.

Enfin, au Burkina Faso, les réformes devraient se concentrer sur l'amélioration de la gouvernance et de la transparence, en luttant contre la corruption et en renforçant les institutions politiques locales. Promouvoir une plus grande inclusion sociale et la participation des diverses communautés dans le processus politique peut aider à construire une identité nationale plus cohérente et à réduire les tensions. Mettre en place des processus de réconciliation et de justice transitionnelle pour traiter les griefs historiques et favoriser une paix durable est essentielle pour stabiliser le pays.

4. Rôle des acteurs internationaux et régionaux

Le rôle des acteurs internationaux et régionaux est crucial dans le contexte de la montée des régimes militaires au Sahel. Ces acteurs peuvent influencer de manière significative les dynamiques de pouvoir, la stabilité, et la gouvernance dans la région. Leurs actions, qu'elles soient de soutien ou d'opposition aux régimes militaires, jouent un rôle clé dans la légitimation, la consolidation ou la contestation de ces gouvernements.

4.1. Rôle des acteurs internationaux

Le rôle des acteurs internationaux dans la montée des régimes militaires au Sahel est complexe et multifacette. Ces acteurs, qui comprennent les puissances occidentales, les organisations multilatérales, et les organisations humanitaires, influencent de manière significative les dynamiques politiques et sécuritaires dans la région. Leur intervention peut parfois renforcer les régimes militaires, tandis que dans d'autres cas, elle vise à promouvoir la gouvernance démocratique et à rétablir l'ordre constitutionnel.

• Puissances Occidentales et Intervention Militaire

Les puissances occidentales, notamment la France et les États-Unis, ont joué un rôle majeur dans les affaires sécuritaires du Sahel, principalement sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme. L'opération Barkhane, dirigée par la France, et le soutien militaire des États-Unis à travers le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM⁵) ont pour but de contenir l'expansion des groupes djihadistes dans la région (Lecocq & Schrijver, 2007).

Cependant, ces interventions ont eu des effets ambivalents. D'une part, elles ont renforcé les capacités militaires des gouvernements locaux, mais d'autre part, elles ont parfois légitimé les régimes militaires au pouvoir en leur apportant un soutien technique et logistique. La présence militaire étrangère est également perçue par certains comme une forme de néocolonialisme, ce qui peut alimenter le sentiment nationaliste et justifier davantage la militarisation de la gouvernance.

• Organisations Multilatérales et Droits de l'Homme

Les organisations multilatérales, telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Union Européenne (UE), jouent un rôle important en matière de droits de l'homme et de gouvernance. Elles sont souvent en première ligne pour condamner les coups d'État militaires et imposer des sanctions économiques ou diplomatiques aux régimes non démocratiques.

Ces organisations promeuvent également des initiatives de renforcement des institutions civiles et de soutien aux processus électoraux pour encourager le retour à un gouvernement civil. Toutefois, leur efficacité est parfois limitée par des contraintes diplomatiques, des intérêts divergents parmi les États membres, et l'influence des régimes militaires en place (Aning & Edu-Afful, 2016).

Intervention Humanitaire et Développementale.

Les organisations internationales telles que la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)⁶, et d'autres agences de développement jouent un rôle dans l'aide humanitaire et les projets de développement dans le Sahel. Ces acteurs sont confrontés à des dilemmes éthiques lorsqu'ils doivent coopérer avec des régimes militaires pour fournir une aide nécessaire à la population Duffield (2010).

Cette coopération, bien que souvent nécessaire pour des raisons pragmatiques, peut également être perçue comme une forme de légitimation de ces

5 Africom a été créée en 2006, à l'initiative du président George Bush Jr. L'objectif visé était de regrouper toutes les activités militaires des États-Unis en Afrique sous un commandement unifié

6 Le PNUD aide les pays en développement à mobiliser et utiliser l'aide efficacement. Dans toutes ses activités, il encourage la protection des droits de l'homme, le développement des capacités et l'autonomisation des femmes

régimes, car elle permet aux militaires de démontrer leur capacité à attirer des ressources internationales, renforçant ainsi leur pouvoir.

4.2. Rôle des acteurs régionaux

Les acteurs régionaux jouent un rôle crucial dans la dynamique politique du Sahel, particulièrement dans le contexte de la montée des régimes militaires. Ces acteurs, principalement l'Union Africaine (UA), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et les alliances régionales comme le G5 Sahel, influencent les processus de gouvernance, de sécurité, et de stabilisation dans la région.

• Union Africaine et CEDEAO

L'Union Africaine (UA) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont des acteurs régionaux clés qui réagissent aux coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest. Ces organisations ont établi des protocoles pour la prévention des coups d'État et la promotion de la démocratie. En cas de prise de pouvoir par les militaires, elles imposent souvent des sanctions et engagent des négociations pour rétablir l'ordre constitutionnel.

Cependant, l'efficacité de l'UA et de la CEDEAO est parfois limitée par les intérêts divergents de leurs membres, les pressions politiques, et la réalité complexe sur le terrain. Dans certains cas, les militaires parviennent à contourner ces sanctions en jouant sur les divisions internes au sein de ces organisations ou en exploitant les faiblesses institutionnelles Bah (2010).

Face aux déclarations critiques de l'UA concernant le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, la première a interdit toute ingérence dans leurs affaires intérieures. La confédération AES élargira la portée opérationnelle de l'alliance des juntes et consolidera leur partenariat militaire et économique avec la Russie et la Chine, ainsi qu'avec la Turquie et l'Iran. Cependant, la scission de l'AES porte atteinte à la légitimité de la CEDEAO en entravant l'intégration économique et sécuritaire régionale et en compliquant encore davantage le retour à la démocratisation. L'AES cherchera à admettre de nouveaux membres tels que le Tchad, la Guinée et le Soudan afin de renforcer davantage son pouvoir et sa légitimité en tant que bloc régional alternatif. Cependant, un Sahel divisé rendra encore plus difficile la résolution des défis régionaux. Si l'AES, comme annoncé, remplace le franc CFA par sa propre monnaie, et que d'autres pays francophones.

Conclusion

La gouvernance en Afrique de l'Ouest, et plus spécifiquement au Sahel, est à un tournant critique. La montée en puissance des régimes militaires dans cette région témoigne des profondes crises sécuritaires, politiques, et socio-économiques qui la traversent. Face à l'incapacité des gouvernements civils à répondre

efficacement aux menaces terroristes, à la corruption généralisée, et à la dégradation des conditions de vie, les militaires ont souvent été perçus comme des sauveurs, capables de restaurer l'ordre et de protéger l'intégrité nationale.

Cependant, cette militarisation de la gouvernance pose des défis majeurs. La tendance vers une institutionnalisation de la gouvernance militaire risque de renforcer les cycles de coups d'État et d'instabilité, compromettant les perspectives de démocratie et de développement durable dans la région. Les régimes militaires, bien qu'ils puissent apporter une réponse immédiate aux crises, sont souvent marqués par la répression, la suspension des libertés civiles, et une concentration excessive du pouvoir, ce qui peut exacerber les tensions sociales et politiques.

Le rôle des acteurs internationaux et régionaux est crucial dans ce contexte. Les interventions des puissances occidentales, les sanctions imposées par des organisations comme l'Union Africaine et la CEDEAO, ainsi que les initiatives de sécurité régionales comme le G5 Sahel, influencent de manière significative les dynamiques de pouvoir dans la région. Cependant, leur efficacité dépend de leur capacité à promouvoir un équilibre entre sécurité et gouvernance démocratique, en évitant de légitimer involontairement les régimes militaires.

Pour l'avenir, il est impératif que les efforts soient redirigés vers la reconstruction des institutions civiles, la promotion de la bonne gouvernance, et le renforcement des processus démocratiques. Seule une approche holistique, qui combine sécurité, développement et démocratie, permettra de briser le cycle des crises et de jeter les bases d'une gouvernance stable et inclusive au Sahel. Sans un engagement résolu en faveur de ces objectifs, l'Afrique de l'Ouest risque de s'enfoncer davantage dans une spirale de militarisation et définitive pour le bonheur de ses peuples, avec des conséquences graves pour l'ensemble du continent.

References

- Aning, K., & Edu-Afful, F. (2016). African Agency in R2P, Norm Adoption, and the Contested Politics of Norm Localization. *Conflict, Security & Development*, 16(1), 1-20.
- Aron, R. (1986), « *Paix et Guerre entre Nations* ». Paris : Fayard, 832 p.
- Bah, A. M. S. (2010). Democracy and Civil War: Citizenship and Peacemaking in Côte d'Ivoire. *African Affairs*, 109(437), 597-615.
- Berman, B. J., & Lonsdale, J. (2020). The Economies of West Africa : Politics, Governance, and Economic Development. *African Affairs*, 119(475), 345-364.
- Charbonneau, B. (2017). Intervention in Mali : Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism. *Journal of Contemporary African Studies*, 35(4), 415-431.
- CEDEAO. (2018). *Rapport Annuel sur la Situation Economique et Sociale en Afrique de l'Ouest*. Abuja: CEDEAO.

- Decalo, S. (1990). *Coups and Army Rule in Africa : Studies in Military Style*. Yale University Press.
- Elenga, H. B. (2022). La Crise Socio- politique du Pool. Une Expérimentation Pratique des Stratégies de Conservation du Pouvoir. Lomé : *Revue DELLA/AFRIQUE*, Tome 3, Vol 5, Décembre, 2023. Pp 102-114.
- Finer, S. E. (1988). *The Man on Horseback : The Role of the Military in Politics*. Westview Press.
- Huntington, S. P. (1991) "*The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*." University of Oklahoma Press, 1991.
- Lecocq, B., & Schrijver, P. (2007). The War on Terror in a Haze of Dust: Potholes and Pitfalls on the Saharan Front. *Journal of Contemporary African Studies*, 25(1), 141-166.
- Luckham, R. "The Military, Militarization and Democratization in Africa : A Survey of Literature and Issues." *African Studies Review*, vol. 37, no. 2, 1994, pp. 13-75.
- Marchal, R. (2013). The Regional Politics of the Sahel-Sahara : A Crucial Intersection of Global Interests. *International Affairs*, 89(3), 577-593.

